

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ

Parc B - Cheniers
47, Avenue Franklin ROOSEVELT
77210 Avon

Références : D1i 2026-219
Code AIOT : 0100035295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ implanté RTE DEPARTEMENTALE 5 51510 Cheniers. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ
- RTE DEPARTEMENTALE 5 51510 Cheniers
- Code AIOT : 0100035295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SFDM est une société anonyme de droit français créée en avril 1993. Elle emploie environ 140 personnes en France. Son siège social est implanté à Avon (Seine-et-Marne). L'établissement régional de Châlons-en-Champagne est constitué de quatre parcs de stockage d'hydrocarbures dans le département de la Marne. Il s'agit de quatre établissements Seveso seuil haut implantés respectivement pour :

- le parc A, sur les communes de Nuisement-sur-Coole (51) et de Breuvery-sur-Coole (51) ;
- le parc B, sur la commune de Cheniers (51) ;
- le parc C, sur la commune de Togny-aux-Boeufs (51) ;
- le parc D, sur la commune de Faux-Vésigneul (51).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Organisation en cas de crise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Organisation générale de la maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
4	Gestion de la sous-traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
5	Planification des opérations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
6	Maintenance des équipements incendie	AP Complémentaire du 13/07/2021, article 7.9.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été détectée lors de cette inspection. Le suivi de la maintenance et des entreprises extérieures est sérieux. Néanmoins, une centralisation de la gestion sur le même logiciel permettrait de clarifier et d'optimiser l'organisation générale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 20/11/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/01/2026

Prescription contrôlée :

[...]

1. [...] ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

[...]

2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire [...].

[...]

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

[...]

Constats :

Suite à la visite du 20/11/2025, l'exploitant a envoyé par mail le 03/02/2026 l'état des stocks complété.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son état des stocks simplifié. L'état des stocks est référencé dans le Plan d'Opération Interne (POI).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Organisation en cas de crise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/01/2026

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 20/11/2025, la stratégie de prélèvement, les moyens et méthodes prévues pour la remise en état ont été intégrés de manière synthétique au POI. Les éléments ont été envoyés par mail le 03/02/2026 à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Organisation générale de la maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p>

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérations de maintenance sont coordonnées par le directeur technique du siège et organisées sur la zone de Chalons par un responsable maintenance. L'équipe maintenance est constituée, en plus du responsable, de 5 salariés (3 électriciens et 2 mécaniciens).</p> <p>Un système interne « LOLITA » a été développé pour différents usages et notamment pour la maintenance. Dans ce logiciel, des tâches annuelles sont déjà intégrées (maintenance du process) et des tâches sont programmées par le siège. Le responsable maintenance sur site ne peut pas ajouter de nouveau contrôle. Il peut seulement faire des demandes d'intervention (DI) et ajouter des lignes sur des contrôles déjà existants.</p> <p>Concernant les contrôles réglementaires, ils sont gérés par le responsable maintenance sur un fichier Excel à part. Lorsque des non-conformités sont émises sur ces contrôles, une demande d'intervention est créée dans le logiciel.</p> <p>La documentation technique des différents matériels n'est pas intégrée au logiciel, elle est située à différents endroits sur le site, dans d'autres régions et au niveau du siège.</p> <p>L'inspection note que la gestion avec ces différents systèmes peut être chronophage et présenter un risque d'oubli ou de retard sur certains contrôles. Il serait bénéfique de regrouper toute la maintenance sur un seul système afin d'en avoir une gestion optimale.</p> <p>Un projet est en cours afin que l'entreprise se dote d'une Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion de la sous-traitance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit</p>

effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

[...]

Constats :

Les contrats cadre avec les différentes entreprises extérieures sont gérés au niveau du siège. Les rendez-vous des interventions sur site sont pris par le responsable maintenance ou le coordinateur travaux. Aucune intervention n'est réalisée sans prise de rendez-vous préalable. Une visite commune préalable est réalisée avant toute intervention, les entreprises extérieures doivent envoyer les différentes formations requises de leur personnel ainsi que leurs procédures et modes opératoires si nécessaire. L'exploitant envoie également à l'entreprise extérieure les procédures et documents relatifs à l'intervention.

Un plan de prévention est établi et doit être visé par tous les intervenants sur site, un accueil sécurité est réalisé pour toute personne intervenant sur site et une autorisation de travail est délivrée.

Lors de la fin de chantier, un PV de réception de travaux est établi avec une fin d'autorisation de travail.

Les entreprises sont accueillies et accompagnées par un personnel du site pendant toute la durée de l'intervention.

Les interventions sont annoncées aux équipes lors des réunions hebdomadaires du jeudi pour la semaine suivante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Planification des opérations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Le plan de maintenance est intégré au logiciel interne et complété par le fichier Excel du responsable maintenance. Les périodicités sont définies au niveau du siège sur la base de la réglementation et de la documentation technique.

Sur le logiciel, les procédures et les Mesures de Maitrises des Risques (MMR) associées aux

équipements sont indiquées pour chaque contrôle, une alerte est mise en place pour indiquer si un contrôle doit être réalisé prochainement ou si le délai est dépassé. Un point hebdomadaire est envoyé aux responsables par le logiciel. Les différentes procédures sont accessibles pour tous les salariés et les nouvelles procédures sont notifiées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Maintenance des équipements incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2021, article 7.9.10

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des équipements

Prescription contrôlée :

7.9.10 Entretien des moyens d'intervention

L'exploitant contrôle annuellement les dispositifs d'alarme et autres matériels et équipements de lutte contre l'incendie et la pollution conformément à la réglementation en vigueur, aux règles de l'art et au guide d'entretiens des matériels concernés ; [...]

Les stockages d'émulseur et produits de lutte contre la pollution font l'objet de contrôle visant à s'assurer de leur efficacité. [...]

Les équipements d'alerte et d'intervention sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et leur localisation précisée sur un plan mis à l'affichage dans l'établissement.

La structure des réservoirs de stockage d'eau d'incendie et de stockage de l'émulseur font l'objet d'une maintenance régulière (robe, fond, assise, raccords, soudures apparentes, etc.).

[...]

Constats :

Les vérifications des différents équipements de prévention des incendies et des pollutions ont été envoyés en amont de l'inspection : extincteur, système de protection incendie, système de détection et extinction incendie, contrôle interne des détecteurs d'hydrocarbures, contrôle de la cuve émulseur et du réservoir d'eau.

Le contrôle sur les extincteurs a été réalisé le 27/11/2025 et ne présente pas de non-conformité.

Le contrôle sur le système de protection incendie a été réalisé du 16/06/2025 au 20/06/2025. Il présente 3 non-conformités, celles-ci ont été intégrées dans le logiciel et sont déjà soldées.

Le contrôle du système de détection et d'extinction incendie date du 19/12/2025 et ne présente de non-conformité. Une observation sur un changement de batteries à prévoir a été prise en compte et les batteries ont été changées en février 2026.

Le contrôle interne des détecteurs d'hydrocarbures date du 29/08/2025. Une remarque a été notée dans le rapport et est intégrée dans logiciel sous la forme d'une DI qui est soldée.

L'inspection visuelle sur le réservoir d'eau a été réalisée le 18/01/2025 et ne présente pas de remarques.

Le contrôle quinquennal a été réalisé le 09/05/2022 et présentaient des remarques nécessitant des travaux sur la partie basse du réservoir (pied de robe). Ces travaux ont été réalisés, ils ont été constatés lors de la visite.

Les vérifications initiales de la cuve émulseur ont été envoyées. Le premier contrôle quinquennal sur la cuve d'émulseur a été réalisé le 06/01/2020, l'exploitant n'a pas réalisé le contrôle en 2025 mais il est planifié et sera réalisé le 22/06/2026.

Le test qualité de l'émulseur a été présenté lors de l'inspection et a été réalisé le 08/12/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant enverra le rapport du contrôle quinquennal 2026 sur la cuve émulseur à l'Inspection dès réception.

Type de suites proposées : Sans suite